

CERCLE TURGOT

Compte-rendu du déjeuner-débat du 15 décembre 2014

**Avec Jean-Christophe FROMENTIN
Député-Maire de Neuilly sur Seine
Président d'EXPOFRANCE 2025**

Sur le thème

« La France réconciliée – Il faut changer de logiciel politique »

Le Président Jean-Louis CHAMBON ouvre le dernier déjeuner-débat de l'année 2014 en accueillant chaleureusement et sous les applaudissements Monsieur le Député-Maire Jean-Christophe FROMENTIN.

Vous êtes un grand entrepreneur, ainsi qu'un grand sportif, homme de voile et marathonnier.

Vous avez transcendé cette grande solitude en faisant référence à Fukuyama.

Vous êtes convaincu de l'amélioration des territoires.

Vous êtes au surplus le Président d'Expofrance 2025.

Ce déjeuner-débat est placé sous le double partenariat de l'IHFI et du groupe VIEL. Le Général Jean-Gilles SINTES, cheville ouvrière du Cercle, est à l'initiative de votre présence parmi nous.

Avant de vous donner la parole, je tiens à excuser l'absence de François PEROL Président du Cercle Turgot, empêché ce jour.

Jean-Christophe FROMENTIN remercie le Cercle Turgot de l'accueil qui lui est réservé et relate le projet de candidature de la France comme pays hôte de l'exposition de 2025 dans l'esprit des expositions universelles du 19^{ème} siècle desquelles beaucoup d'enseignements sont à exploiter.

Mon arrivée en politique a été hasardeuse.

En 2007, j'ai dû améliorer le débat par une réaction forte.

Ma candidature à la mairie de Neuilly découlait d'un parachutage plus que d'une volonté délibérée d'être candidat.

Il faut aujourd'hui un regard croisé sur les événements et dans le contexte actuel cela fait défaut. La démocratie en souffrirait plus encore.

Le constat que je fais dans le partage parlementaire est à cet égard très fermé et symptomatique des insuffisances des attentes d'une Assemblée Nationale.

La taxation de l'EBE ne choquait pourtant personne à l'Assemblée.

La démonstration de ce type de décision du point de vue de la fonction publique était implacable mais absurde vue sous l'angle d'une PME et des réalités économiques.

Ces clivages « artificiels » des postures actuelles aboutissent à des comportements résultant eux-mêmes de l'organisation mais surtout du financement des partis politiques.

On doit se débarrasser de ce modèle artificiel et totalement dépassé du type d'organisation du financement des partis politiques, notamment s'agissant des territoires et du modèle social qui sont l'un et l'autre à bout de souffle.

Il faut reconsidérer notre modèle politique, d'où sa réforme indispensable sans pour autant sortir des grands principes de la 5^{ème} République.

- Le sujet des territoires :

La politique est malade de cette verticalité descendante et monopolistique.

Mais la classe politique en France c'est quoi ?

D'abord des hauts fonctionnaires, des syndicats ...

La crise actuelle est une crise évidente de cette orientation descendante.

Les français voient eux les choses dans le bon sens, c'est-à-dire les PME, la famille, entre autres.

Le côté absurde du débat part de l'endroit où la confiance est la plus faible et non du côté du renouveau, c'est-à-dire auprès des gens qui croient encore à quelque chose, les français comme socle.

On regagnerait à rebâtir un modèle qui part de ces fondamentaux pour bâtir un projet politique.

Plus de la moitié de nos contemporains ne vont plus voter.

Voyez ce qui vient de se passer ce week-end à Troyes.

C'est vraiment une situation de blocage sans issue.

Les français sont face à des personnes à leurs yeux discréditées.

Avec une telle dégradation de l'engagement politique, on ne peut rien faire et il n'est plus possible de réformer avec une réelle légitimité.

Si on persiste dans ce modèle pour aller vers 2017, ce sont les corporatismes et autres travers qui représenteront une menace pour la démocratie.

En 2008 à Neuilly ma démarche était celle là, c'est-à-dire le devoir de s'en mêler un peu.

Nous avons un devoir de mobilisation impératif.

La France pour les 10 ans à venir n'a plus de marge de manœuvre.

Quand l'allemand achète une machine neuve, le français achète une machine d'occasion.

Notre compétitivité, notre développement sont en péril.

La richesse de nos territoires est notre seul avantage compétitif. A défaut c'est le total déclin.

Il faut mettre de l'innovation au service des territoires. Il faut repartir des territoires et mettre en avant l'économie à partir de ce que l'on a.

Je suis fortement inquiet de ce dispositif verticalisé.

L'avenir est-il par exemple de voir les parisiens occuper un logement social sur deux ?

La métropole n'est pas l'alpha et l'omega du développement économique.

- Alors évoquons l'exposition universelle de 2025 :

Dans le débat politique, je suis le premier orateur sur ces questions d'ordre économique à l'Assemblée Nationale.

Mais je suis aussi marginalisé dans ma liberté d'expression par rapport à la logique des partis politiques.

Je n'ai à ce titre jamais demandé d'investiture de partis politiques.

Je suis élu uniquement sur mes idées.

J'ai eu l'autre jour à propos de la loi Veil de 1974 une intervention et j'ai reçu à cette occasion le feu nucléaire.

On ne peut pas voter mots pour mots les propos de Françoise Giroud.

Le retour de flamme a été à mon égard très conséquent.

L'expression politique fait sens s'agissant d'un propos concret relatant un projet concret.

L'exposition universelle est un message à l'égard des jeunes.

De quoi avons-nous besoin pour le futur ?

L'exposition universelle est un prétexte pour se poser sur ce long terme une série de bonnes questions.

Ce n'est pas comme les jeux olympiques ou autres simples manifestations.

Avec un tel projet on fait un travail de prospection et on se pose des questions fondamentales.

LE DÉBAT

Avant de donner la parole à la salle, Jean-Louis CHAMBON rappelle que le Prix Turgot se tiendra le 25 mars 2015 à Bercy.

Il en rappelle à cette occasion la liste des ouvrages retenus.

Les nommés pour le Grand Prix sont :

- Frédéric BURGUIERE – Institutions et pratiques financières au Japon de 1600 à nos jours – Editions HERMANN
- Jean de KERVASOUE – Ils ont perdu la raison – Editions Robert LAFFONT
- Claude MEYER – La Chine, banquier du monde – Editions FAYARD

- Jacques MISTRAL – Guerre et paix entre les monnaies – Editions FAYARD
- Claudia SENIK – L'économie du bonheur – Editions le SEUIL
- Michel CHELLER ouvre le débat.
Je partage tout ce qu'a dit Monsieur FROMENTIN. Un grand pays doit aussi être reconnu pour sa politique internationale mais aussi pour l'Europe que vous n'avez pas prononcé. Alors qu'en est-il ?

Jean-Christophe FROMENTIN répond que l'Europe et la politique internationale sont très liés.

Ma dernière intervention en ce sens précisait l'interface que cela révélait notamment par rapport à l'internationalisation.

D'abord, parce que l'Europe s'est construite comme cela.

La CECA à cet égard était aussi un sujet de médiation internationale.

La géopolitique est très perturbante et la tectonique des plaques à l'œuvre renvoie aux discours du président OBAMA demandant à l'Europe d'intervenir sur la géographie et l'économie entre autres, le rôle des Etats-Unis n'ayant pas vocation à intervenir sur tout dans le monde et singulièrement vis-à-vis de l'Europe.

Je vous renvoie aux traités entre l'Europe et l'Amérique qui ne sont pas très simples.

Quel est le risque pour l'Europe ? C'est l'encalminage.

La question est de savoir ce que l'on fait de l'Euro et la doctrine monétaire qui doit l'accompagner.

L'Europe doit jouer également les territoires. La construction dite de « subsidiarité » doit intégrer cela et sur un certain nombre d'autres secteurs.

Je fais aussi allusion à ces fameux 315 milliards d'Euros évoqués par Monsieur JUNCKER, Président de la Commission Européenne, et les effets de levier en cascade très compliqués. Bref, tout cela n'est pas très sérieux en termes de montants et d'efficacité.

- La question de Jean-Paul BETBEZE : enfin il y a de l'innovation !
Cela n'empêche pas l'Etat de faire des économies.
Dans les faits, les résultats de la politique économique de la France qui auraient déjà dû être utilisés va profiter de cette somme pour financer des actions.
Notre problème c'est que nous ne sommes pas équipés et que nous n'avons pas de fonds de pension ni une pensée stratégique à ce propos.
Ma question : les français comprennent-ils bien le principe de « subsidiarité » ? J'en suis moins sûr que vous.

La réponse de Jean-Christophe FROMENTIN est la suivante : les français ont-ils confiance en ceux qui les dirigent ? Font-ils confiance au Président de la République et à cette incroyable monarchie présidentielle ? Ma réponse est que non.

- François MEUNIER intervient pour remercier Jean-Christophe FROMENTIN de sa présence.
S'agissant du Grand Paris, il y a deux angles.
Je cite deux métropoles mondiales, SHANGHAI et NEW YORK.
Est-il évident que Neuilly soit dans le même créneau que Garges-les-Gonnesse dans le Grand Paris ?
- Bernard COURTOIS demande comment appréhender la question de la grande métropole du Grand Paris.

Jean-Christophe FROMENTIN répond :

Qu'est-ce que la grande métropole ?

Est-ce la région ou un sous-ensemble de 6 millions d'habitants.

Pour moi, la métropole c'est d'abord les grands réseaux d'irrigation et de transport.

On a trois périmètres métropolitains :

1. La métropole du Grand Paris (métropole de péréquation). En petite couronne cependant la péréquation ne se fait pas.
2. Le pôle de développement, avec la compétence régionale et universitaire (Rungis, Saclay, Euro Disney ...).
3. Une métropole des transports.

Pour ma part, j'aurais préféré que l'on ait un périmètre métropolitain.

J'ai eu à travailler à ce propos avec les communes de Clichy et Montfermeil dans lequel elles ne figurent pas.

Dans un prochain texte de loi « NOTRE », on revient à la métropole du Grand Paris. On maintient les départements jusqu'en 2020.

S'agissant de Neuilly :

- La ville est membre du Grand Paris
- Elle est membre de l'intercommunalité

d'où la modification de la loi pour être membre de deux intercommunalités compte-tenu de cette interdiction.

Comment donc expliquer cela au citoyen qui n'est pas un spécialiste ?

A Neuilly, le but de la politique sera de « désintriquer » ce sac de nœuds pour mener une action de clarification.

- Jean-Claude LELAN intervient pour demander si le développement territorial est compatible avec ce régime présidentiel.

Jean-Christophe FROMENTIN répond que quand l'Etat est juché sur sa verticalité et son autorité, on aboutit à une sorte de neutralisation, d'où la modification du pouvoir réglementaire de l'Etat.

Dès qu'un parlementaire a un peu de pouvoir, il intervient mais au niveau de saisine nationale et pas à celui du territoire.

D'où l'idée de transférer du pouvoir réglementaire.

Il faudrait revenir à l'idée du « bicamérisme » d'origine, contre-pouvoir entre l'Etat et les territoires.

Dans les faits, les sénateurs sur un texte récent l'ont refusé en vrac, avec une absence totale de toute proposition. Ce texte est arrivé vide à l'Assemblée Nationale.

Je fais allusion à la question de la carte des régions en France.

La carte actuelle des régions reste une carte politicienne avant toute autre chose.

D'où la nécessité d'une politique contractuelle avec l'Etat.

Nous sommes en France le seul pays qui a un bicamérisme politique.

Alors, l'Etat savait-il pourquoi il faisait la loi en ce sens ? Pour sûr non !

S'agissait-il de faire des économies ? Permettez-moi d'en douter.

Une région du 21^{ème} siècle est une région connectée au monde disait le Président de la République.

Certes, mais en fait l'Etat n'avait pas vraiment de feuille de route.

- Philippe RECLUS interroge Jean-Christophe FROMENTIN : aujourd'hui n'êtes-vous pas amené à votre façon à faire du braconnage ?

Réponde de Jean-Christophe FROMENTIN : c'est la vraie question politique.

Faut-il basculer dans les partis politiques ? Je n'aspire pas à faire carrière en politique.

J'ai été candidat à la présidence de l'UDI. Aujourd'hui en fait il faut renverser la table.

Je suis convaincu que le système des partis n'y répond plus.

Les hommes politiques ont fait carrière de la politique.

On est obligés aujourd'hui d'aller dans une autre direction.

Il faut mettre son énergie sur les projets et ensuite les partis viendront les accompagner.

Il ne s'agit pas seulement d'agréger des militants dans les partis politiques. Et pour quoi faire ?

La question aujourd'hui n'est pas celle-là aujourd'hui.

Il faut créer des systèmes de contribution d'idées nouvelles. C'est cela une autre idée de la politique que le mouvement suivra.

A la fin des fins, il faut se remobiliser par des projets plus que par des militants.

Comment peut-on continuer de voir un pays se déliter sans devoir agir autrement, à savoir demain un nouvel engagement politique en France ?

Mon expérience de Neuilly est à cet égard symptomatique alors même qu'on n'a cessé de me dire que je n'avais aucune chance d'être élu.

L'image c'est que sur l'étalage il y a pléthore de produits politiques, mais dès qu'on vend un produit de ce type, ils affirment « vous voyez, ça marche, on en vend ... » !

- Yves MESSAROVITCH souligne que derrière les territoires il y a des gens. Comment le corps social peut-il réagir ?

Jean-Christophe FROMENTIN répond que c'est exactement le même mécanisme que pour une entreprise en difficultés.

Une vision, un projet, une feuille de route. Voilà le projet, le programme, l'équipe qui va le mettre en œuvre.

L'affaire c'est de respecter la feuille de route.

Les français peuvent adhérer à une perspective d'un projet politique et de ce que l'on veut faire de la France.

Il ne s'agit pas d'élaborer une sorte de « salmigondis ».

Il faut donc une vision, une équipe et des compétences.

Il ne s'agit pas seulement de faire des dosages politiques trop subtils en pensant être élus sans stratégie et sans projets.

Il n'est plus question de jouer la politique du 20^{ème} siècle alors que nous sommes au 21^{ème} siècle.

- Vous n'êtes pas hostile à un calendrier comme Pierre MENDES-FRANCE ? demande un des membres de l'assemblée.
- Jean-Vasken ALYANAKIAN demande comment faire pour que la France tire les enseignements et leçons du passé en tenant d'une éthique ? En clair, avez-vous déjà une méthode ?

Jean-Christophe FROMENTIN dit que :

- Soit c'est le pouvoir qui la gère
- Soit c'est le territoire (universités, ...) qui assure le leadership et le pouvoir (le Président de la République) qui le suit et l'accompagne.

Quels sont les acteurs du projet ?

Les PME, les grandes entreprises (une trentaine), les universités, ...

C'est comme cela qu'il faut envisager le processus.

Le risque dans lequel il ne faut pas tomber c'est qu'un changement de pouvoir nouveau ne casse ce projet. C'est un exercice de mobilisation de compétences et de mobilisation de talents.

*
* *

Au terme des échanges, le Président CHAMBON dit à Jean-Christophe FROMENTIN que « nous vous avons perçu compétent, enthousiaste, avec des convictions et une forte détermination pour lever les blocages. Votre propos marquera dans nos rencontres. Selon notre tradition bien établie, les brillants orateurs, s'ils l'acceptent, deviennent membres d'honneur du Cercle Turgot ».

Jean-Christophe FROMENTIN dit l'accepter avec joie.

Jean-Louis CHAMBON lui remet donc à cette occasion le diplôme du Cercle et le dernier ouvrage du Cercle Turgot «Après la récession ... inflation ou déflation».

En retour, Jean-Christophe FROMENTIN remet au Président CHAMBON son propre ouvrage « La France réconciliée » (Editions l'Archipel)